

L'histoire a-t-elle une fin?

Autor(en): **Freymond, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **50 (1992)**

Heft 1

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-140127>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'HISTOIRE A-T-ELLE UNE FIN ?

Jacques FREYMOND
professeur,
Genève

Je suis parti de l'hypothèse qu'au moment où j'aurai à intervenir, les participants à ce séminaire auront entendu déjà de nombreuses définitions de la société de consommation. Je me suis donc contenté d'en adopter une comme point de départ de quelques réflexions que je prendrai la liberté de vous soumettre. Je l'emprunte au Grand Robert. "*Société de consommation : type de société où le système économique pousse à consommer et suscite des besoins dans les secteurs qui sont profitables à son développement*".

Je me suis interrogé également sur le sens qui était attribué à **déclin**. Ici encore le Grand Robert peut être utile, non pas tant par la définition qu'il en donne que par le renvoi qu'il fait à des termes analogues. "*Etat de ce qui diminue, commence à régresser*", écrit-il avant de renvoyer aux termes suivants : "*abaissement, affaiblissement, baisse, décadence, décroissance, diminution, fin*".

La gamme des interprétations est largement ouverte, d'autant plus que la formulation du titre de notre séminaire laisse planer une ambiguïté : "*La société de consommation amorce-t-elle son déclin ?*" S'agit-il d'un "*affaiblissement*", d'une "*décroissance*", d'une "*diminution*" de l'influence d'un "*système économique*" dominant ? D'un système économique fermé capable de susciter des besoins qui entretiennent sa dynamique et perpétuent son influence ?

Ou laisse-t-on entendre au contraire qu'il s'agit bien de l'amorce d'une décadence qui conduit ce système économique à sa fin ?

La question qui nous est posée n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans un vieux débat sur la grandeur et la décadence des sociétés dont les heurs et les malheurs, les triomphes et les défaillances constituent la trame de l'histoire de l'humanité. Le thème de la décadence de l'Europe a nourri un courant d'opinion dans les dernières décennies du 19ème siècle. Il revient constamment tout au long du 20ème siècle pendant cette ère des tyrannies sur laquelle a débouché le siècle des révolutions. Il inspire les grandes fresques historiques d'un Toynbee, d'un Ferrero, d'œuvres telles que celle d'Oswald Spengler, ou, plus près de nous, d'ouvrages de portée plus modeste comme ceux de Paul Kennedy. Il constitue la substance du dialogue des cultures qui s'intensifie en cette fin de siècle où l'espèce humaine, proliférante et dynamisée par la civilisation technique, prend confusément conscience des problèmes que posera le village planétaire.

Placé devant un choix entre deux interprétations du déclin qui, en fait, ne me satisfont pas, je serais tenté de répondre que, pour l'instant, nous constatons, à l'Occident tout au moins, une tendance au fléchissement d'un système économique.

Cependant il me paraît indispensable d'examiner l'autre interprétation, celle selon laquelle le déclin que certains constatent de la société de consommation annonce la fin. Nombreux sont les prophètes qui se sont hasardés à prédire la fin des idéologies ou la fin de l'Etat-nation. Le désastre économique dans lequel sombre l'Union soviétique et les pays socialistes de l'Est européen a conduit les Occidentaux à rédiger un constat de décès du marxisme-léninisme. Encore faudrait-il s'assurer qu'il est vraiment mort. Les idéologies ont la vie dure. Les intellectuels qui les ont choisies comme référence s'y accrochent comme ces militants frustrés qui subissent de plein fouet les effets de la faillite. Une révolution est en cours, dont personne ne sait encore vers quel type de société elle s'orientera. Personne ne peut dire non plus si, quand et comment la Chine se réveillera. Ce qu'on observe en revanche c'est, à l'Est de l'Europe, un retour de la nation. L'Etat-nation n'est pas mort non plus.

Mais il y a mieux : on nous annonce aujourd'hui "la fin de l'histoire" sous la plume de Francis Fukuyama. Beaucoup d'entre vous ont lu, suivi sans doute, la polémique qu'a suscitée l'article publié en 1989 dans *The National Interest* et le texte de ce même auteur paru dans l'excellent *Dialogue* No 3, en 1990:

"Ce que nous sommes peut-être en train d'observer, écrit-il, ce n'est pas seulement la fin de la guerre froide ou l'achèvement d'une phase particulière de l'histoire de l'après-guerre, mais la fin de l'histoire en tant que telle, le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale en tant que forme ultime de gouvernement. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura plus d'événements pour remplir chaque année les pages de Foreign Affairs consacrées au résumé des relations internationales, car la victoire du libéralisme s'est produite principalement dans le domaine des idées ou de la conscience; elle demeure encore incomplète dans le monde des réalités matérielles. Mais il existe de fort bonnes raisons de croire qu'en fin de compte c'est l'idéal qui gouvernera le monde matériel."

Pour Fukuyama, la fin de la guerre froide annonce la fin de l'histoire en ce sens que la synthèse sur laquelle le mouvement historique serait censé déboucher n'est pas l'avènement de la société communiste, de la société dans laquelle le triomphe du prolétariat, devenu maître de l'appareil de production, aurait supprimé les distinctions de classe, mais au contraire "*l'universalisation de la démocratie libérale occidentale en tant que forme ultime de gouvernement*".

Il est évident que cette théorie, qui n'est rien d'autre qu'une application du matérialisme dialectique de Marx, est indéfendable. Il ne peut y avoir de fin de l'histoire, précisément parce que les hommes et les sociétés continuent à vivre. La dialectique des contradictions se poursuit. Toute "synthèse" devient aussitôt "thèse" suscitant son "antithèse". Fukuyama commet la même erreur que les marxistes. Ceux-ci avaient annoncé que le triomphe du prolétariat conduirait à l'avènement de la société communiste. Ils avaient cru pouvoir forcer l'histoire à s'orienter conformément à leurs prévisions en introduisant la phase "transitoire" de dictature du prolétariat, en constituant leurs armées de révolutionnaires professionnels conduites par des chefs entraînés à opérer la distinction entre stratégie et tactique. Arrivés au pouvoir en URSS, ils avaient constam-

ment ajourné l'avènement de la société communiste, de la société sans classes, de la synthèse qui marquerait la fin de l'histoire. Mais pour bien souligner l'importance de la révolution qui avait donné le pouvoir aux communistes, ils n'hésitaient pas à affirmer que les contradictions qu'on observait chez eux n'étaient que péripéties, des contradictions secondaires.

Fukuyama, dont la démarche intellectuelle est imprégnée de la pensée de Hegel et de Marx, se borne en fait à constater que dans le combat décisif entre l'idéologie marxiste et l'idéologie libérale, c'est l'idéologie libérale qui a triomphé, définitivement, et que les tensions qui persistent au sein des sociétés libérales ne sont que des péripéties, des événements sans influence profonde sur le mouvement de l'histoire, des contradictions secondaires. La fin de l'histoire annonce l'avènement de la démocratie libérale étroitement liée à l'économie de marché. Nous devrions donc déduire de ce message que la société de consommation, bien loin d'amorcer son déclin, voit s'ouvrir des lendemains qui chantent. C'est elle qui peut entonner l'hymne à l'avenir radieux.

On peut comprendre pourquoi cette thèse, simpliste mais médiatisable, a suscité des polémiques. Elle a été violemment combattue et démontée de manière convaincante. Mais, si dangereusement trompeuse qu'elle soit, elle peut encore séduire et trouver des adeptes parmi les innombrables "paroissiens" de la croissance continue. Revenons à la définition du Grand Robert de la société de consommation : "*le type de société où le système économique pousse à consommer et suscite des besoins dans les secteurs qui sont profitables à son développement.*"

Or, ce développement n'a pas de limites. Les techniques, s'appuyant sur le progrès continu des sciences, suscitent sans cesse de nouveaux besoins, disons plutôt de nouveaux moyens de vivre mieux. Or, le souci de mieux vivre s'est généralisé. Il a gagné le monde entier. Le nombre de consommateurs potentiels s'élargit, les techniques et les moyens publicitaires se développent. Il semblerait donc que, ainsi que le laisse entendre Fukuyama, les problèmes des décennies à venir se ramèneraient au niveau de "*calculs économiques, de quêtes indéfinies de solutions techniques, et à la satisfaction des exigences de consommateurs sophistiqués.*"¹

Cependant, comme le dit Léon Wieseltier dans un article de *Commentaire*, "*Pour croire à la fin de l'histoire, il faut croire à la fin de la nature humaine ou du moins à sa capacité pour le mal.*"²

Fukuyama oublie trop aisément en effet que le couple démocratie libérale - économie de marché vit sous la menace permanente du capitalisme sauvage, ce turbo-réacteur de la société de consommation et cause par conséquent de ses excès de vitesse, de ses désordres, de ses accès de violence, de ses injustices, de son glissement vers le cynisme.

¹ Cette citation est reprise de la traduction qu'en a donné *Commentaire*, No 49, printemps 1990.

² Loc. cit. p. 89.

Il est possible que l'histoire touche à sa fin, mais pas sous la forme envisagée par Fukuyama. Car la société dite de consommation, dégénérescence de l'économie de marché, met en question l'existence même de la démocratie libérale. L'avenir de la communauté mondiale telle que nous l'observons aujourd'hui est peuplé de contradictions majeures : celles qui dressent le prolétariat mondial, les affamés, les êtres aux portes de la mort, dont on voit quotidiennement l'image télévisée, face au décor de la vie quotidienne dans les pays dits développés. La contradiction majeure qui naît des conditions dans lesquelles se fait l'exploitation des ressources de la planète, est conduite aussi bien par ceux qui n'ont d'autres moyens de vivre que de couper du bois que par les Occidentaux industrialisés. Contradictions auxquelles il faudrait ajouter les nombreux conflits nationaux, raciaux, linguistiques, religieux qui déchirent les continents.

Il ne s'agit donc pas de savoir si la société de consommation amorce son déclin, mais bien plutôt de se demander s'il est possible de l'amender de manière à sauver la démocratie libérale.

Peut-être devrions-nous commencer par nous dégager du triomphalisme qui a submergé l'Occident après la chute du mur de Berlin comme à l'issue de la guerre du Golfe, pour tenter de procéder à une appréciation de la situation du monde, d'identifier les contradictions principales et de situer les priorités. Il n'est pas bon - pour ne donner qu'un exemple - que les Européens ne s'occupent que de l'Europe. Leurs grands problèmes existentiels se situent sur d'autres continents.

Il s'agit de veiller à réduire l'influence du capitalisme sauvage. Deux solutions s'offrent : l'une, la seule valable et la plus pénible, impose un changement des comportements, c'est-à-dire une prise de conscience de la responsabilité que tout citoyen doit assumer à l'égard de la communauté s'il entend donner une chance d'avenir à la démocratie libérale. L'autre, la plus facile et la plus dangereuse, qui aboutit finalement à la destruction de cette démocratie libérale, est la voie de la réglementation, celle dans laquelle nos sociétés occidentales sont fortement engagées et qui sur le plan européen prend le nom et la forme de l'intégration.

Voici à ce propos ce que dit Tocqueville :

"J'ai distingué précédemment deux espèces de centralisations; j'ai appelé l'une gouvernementale, et l'autre administrative. La première seule existe en Amérique, la seconde y est à peu près inconnue.

Si le pouvoir qui dirige les sociétés américaines trouvait à sa disposition ces deux moyens de gouvernement, et joignait au droit de tout commander la faculté et l'habitude de tout exécuter par lui-même; si, après avoir établi les principes généraux du gouvernement, il pénétrait dans les détails de l'application, et qu'après avoir réglé les grands intérêts du pays, il pût descendre jusqu'à la limite des intérêts individuels, la liberté serait bientôt bannie du Nouveau Monde... S'il venait jamais à se fonder une république démocratique comme celle des Etats-Unis dans un pays où le pouvoir d'un seul coup aurait déjà établi et fait passer dans les habitudes, comme dans les lois, la centralisation administrative, je ne crains pas de la dire, dans une semblable république, le despotisme

deviendrait plus intolérable que dans aucune des monarchies absolues de l'Europe. Il faudrait passer en Asie pour trouver quelque chose à lui comparer."¹

Est-ce cela que nous voulons ? Certes non. Mais encore faudrait-il que dans nos sociétés dites démocratiques une large majorité soit encore capable d'une *réflexion politique*. Cela n'est pas certain. Daniel Halévy, dans son essai sur l'accélération de l'histoire paru en 1948², signale déjà le danger que courent les sociétés qui perdent de vue la dimension politique de tous les problèmes qu'elles doivent affronter et tenter de résoudre.

Or la crédibilité d'une politique, qui est "un art et tout d'exécution", implique un accord des membres d'une communauté sur un système de valeurs, sur une culture.

Pour conclure, je dirai que le déclin de la société dite de consommation ne devrait pas trop nous préoccuper, mais bien plutôt l'avenir de la démocratie libérale, ou plus précisément d'une "cité" dont les citoyens accorderaient la priorité au bien public.

Et, pour me référer à une échéance à laquelle nous nous laissons acculer, j'exprimerai le vœu que les Suisses, dans le grand débat concernant notre position à l'égard de la Communauté européenne, déplacent leur attention de la seule considération de leurs intérêts économiques pour s'interroger sur les institutions politiques que cette Europe de l'Occident tente de se donner et sur la conception qui s'est concrétisée de l'intégration, administrative, économique et juridique.

¹ Alexis de Tocqueville : *De la démocratie en Amérique*, 13e éd., Paris, Pagnerre édit., 1850, t. I, pp. 316-317.

² Daniel Halévy, *Essai sur l'accélération de l'histoire*, Paris, les Iles d'Or, édit. Self, 1948, pp. 123-124.

